

MONDE

Gaza. Une source diplomatique égyptienne a annoncé que Le Caire avait obtenu l'accord du Hamas à son plan visant à mettre fin à la guerre, et attendait la réponse d'Israël. Le président de la République, Nicolas SARKOZY, a « *bon espoir* » que les « *choses bougent : dans le bon sens* » dans la guerre qui oppose l'armée israélienne au mouvement islamiste palestinien du Hamas dans la bande de Gaza. « *Gordon BROWN et moi travaillons ensemble sur tous les sujets* ». Bernard KOUCHNER a affirmé que les « *contours d'un cessez-le-feu commencent à se dessiner à Gaza* », où l'offensive israélienne contre le Hamas a fait plus d'un millier de morts, dont la moitié de civils, selon les secours palestiniens. Le secrétaire général de l'ONU, BAN Ki-moon, qui effectue une tournée dans la région, a exigé qu'Israël et le Hamas cessent le feu immédiatement. La présidence tchèque de l'UE veut organiser une conférence de donateurs. 1 million de personnes vivent sans électricité, 750.000 sont sans eau et les hôpitaux fonctionnent grâce à des générateurs de secours, selon l'ONU.

BUSH devant le Congrès. Le président américain sortant a demandé au Congrès, au nom de son successeur, Barack OBAMA, le déblocage de la deuxième moitié d'un fonds de 700 milliards de dollars destiné à stabiliser le système financier américain. M. OBAMA, qui prend ses fonctions le 20 janvier, a demandé à M. BUSH de « *formellement notifier en son nom au Congrès* » son intention de se servir de cette deuxième tranche. Le gouvernement sortant a déjà utilisé la première tranche du plan, même si tous les fonds promis n'ont pas encore été dépensés. Selon un rapport, sur les 354,4 milliards de dollars alloués, 266,9 milliards ont été dépensés ou sont sur le point de l'être.

Crise gazière. L'union européenne s'est dite prête à envoyer le ministre tchèque de l'Énergie et le commissaire européen à l'Énergie à une réunion Russie-Ukraine « *de haut niveau* » pour « *aider à trouver un accord durable* » sur le conflit gazier. L'Ukraine retient de nouveau le gaz destiné à l'Europe après une brève reprise des exportations russes en raison de « *conditions inacceptables* » imposées par la Russie, et notamment la faiblesse de la pression du gaz envoyé. La Commission européenne a dénoncé cette nouvelle évolution, et a regretté que les experts européens chargés de vérifier le transit n'aient pu avoir pleinement accès aux stations qu'ils étaient censés contrôler en Ukraine et en Russie.

Hillary CLINTON, ou la « smart power » (puissance intelligente). Désignée secrétaire d'État par M. OBAMA, elle a notamment plaidé en faveur d'une diplomatie qui fait appel à tous les outils d'influence à disposition d'un État au-delà de la diplomatie traditionnelle ou de la force, et promis d'ouvrir le dialogue avec l'Iran, devant la commission des Affaires étrangères du Sénat. À propos du conflit à Gaza, Mme CLINTON a exclu « *catégoriquement* » toute négociation avec le Hamas.

Le G7 à Rome. L'Italie organisera une réunion des ministres des Finances et des banquiers centraux du G7 (les États-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, le Canada et l'Italie) le 14 février à Rome.

EUROPE

MERKEL et STEINMEIER au créneau. La chancelière (CDU) et son vice-chancelier (SPD) ont défendu le plus important plan de relance allemand depuis 1945, malgré les critiques jusque dans leurs rangs respectifs. Ce plan d'un montant de 50 milliards d'euros repose principalement sur deux piliers : un lourd programme d'investissements (17 à 18 milliards d'euros) et des baisses d'impôt et de cotisations totalisant environ 9 milliards d'euros.

Passeport pour les enfants. Les eurodéputés ont adopté définitivement un règlement qui généralise dans l'UE l'obligation pour les enfants de disposer de passeport individuel, tout en dispensant les moins de douze ans de fournir des empreintes digitales.

Vers un marché européen des équipements de défense. Le Parlement européen et le Conseil ont abouti à un accord, en première lecture, sur une nouvelle directive consacrée à la

passation des marchés publics spécifiquement dans le domaine de la défense et de la sécurité. L'objectif est de créer un marché européen des équipements de défense.

La 1^{ère} région européenne, c'est l'Ile-de-France. Selon le rapport de l'Observatoire des territoires. Parmi les 50 plus grandes régions européennes, cinq régions françaises ont des taux de croissance supérieurs à la croissance moyenne de l'UE : Provence-Alpes-Côte d'Azur, Bretagne, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Pays-de-la-Loire. La France compte plus de jeunes de moins de 20 ans que la plupart de ses voisins. En effet, depuis 1999, la France connaît un vif rebond démographique avec un rythme de croissance annuel en moyenne de 0,7% par an.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

BUSH défend son bilan. « *Chacun comprend que l'Amérique est toujours du côté de la liberté* », a lancé le Président sortant. « *Je comprends que Guantanamo a suscité des controverses. Mais lorsqu'il a été question pour les pays qui critiquaient les Etats-Unis d'accueillir des détenus, ils n'ont pas été d'accord* », souligne-t-il. Il a toutefois reconnu quelques « *erreurs* », dont le déploiement de la bannière « *mission accomplie* » annonçant prématurément la fin des combats en Irak. Sur l'économie, George W. BUSH a défendu son action de lutte contre la crise la plus grave depuis les années 1930.

Fermeture en vue de Guantanamo. Barack OBAMA devrait, selon la presse américaine, signer l'ordre de fermeture dès le 20 janvier.

5 semaines pour l'Erythrée. Le Conseil de sécurité de l'ONU lui a donné cinq semaines pour retirer ses forces de la zone frontalière disputée à Ras Doumeira et dans l'île de Doumeira, où s'était produit un incident armé avec Djibouti en juin dernier. Dans sa résolution 1862, rédigée par la France, et adoptée à l'unanimité, le Conseil « *se félicite que Djibouti ait retiré ses forces afin de revenir au statu quo ante (...) et condamne le refus de l'Erythrée de le faire* ».

Zimbabwe : l'épidémie de choléra a fait plus de 2.000 morts depuis août, et n'est « *toujours pas sous contrôle* », a indiqué l'Organisation mondiale de la santé.

Un séisme au Costa Rica a fait 20 morts.

POLITIQUE INTÉRIEURE

HORTEFEUX remplace BERTRAND. BESSON à l'immigration. L'Elysée a annoncé le résultat du remaniement attendu depuis plusieurs semaines avec le remplacement de Xavier BERTRAND au ministère du Travail, qui prend la tête de l'UMP, par Brice HORTEFEUX, lequel est remplacé à l'Immigration par Eric BESSON. La surprise est venue de Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, qui était jusqu'à présent secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Ecologie. Elle a été nommée secrétaire d'Etat à la prospective et au Développement de l'économie numérique, auprès du premier ministre. Christine BOUTIN, qui était jusqu'ici ministre du Logement et de la Ville, perd le secteur de la ville. En effet, Brice HORTEFEUX a désormais dans ses attributions le travail, les relations sociales, la famille, la solidarité mais également la ville.

Nicolas SARKOZY « protège les Français ». Discours prononcé devant 200 gendarmes et autant de policiers, dont il a « *tellement aimé être le ministre* ». « *Plus que jamais, dans ces moments de doute, il faut rappeler aux Français que la première mission de l'Etat, c'est de les protéger* », et « *toute l'action* » de l'exécutif « *pendant cette année 2009 sera tendue vers cet objectif* ».

45.000 étrangers en situation irrégulière ont quitté le territoire en 19 mois. En hausse de 28,5% par rapport à 2007. Brice HORTEFEUX a défendu le bilan du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, dont il fut le premier titulaire. Les retours volontaires constitueraient le tiers des 30.000 éloignements réalisés en 2008 contre 7% en 2006. La quasi-totalité concernait des Roumains (8.470) et des Bulgares (952). « *Déni d'humanité* » pour la Cimade, « *pression accrue sur les étrangers* » pour Amnesty international France, nombre d'associations n'avaient pas de mots assez durs pour dénoncer « *une politique du chiffre* ». « *Peu importe le ministre, ce ministère doit disparaître* », a jugé le PCF, alors que l'ancien socialiste Eric BESSON doit succéder à M. HORTEFEUX.

Discours optimiste de la ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi Christine LAGARDE. Rappelant « *l'impérieuse nécessité de financer l'économie* », elle a réitéré sa « *détermination personnelle à améliorer la situation de crédit et faire pression sur les banques* » pour que les engagements soient tenus. Elle estime que la baisse du prix du pétrole, de l'euro et de

l'inflation sont autant de raisons de rester confiant pour l'année à venir. La ministre a laissé entendre que la promesse d'un taux de chômage de 5% en 2012 ne serait probablement pas réalisée en raison de la crise économique. « *Les promesses engagent (le gouvernement) à situation constante* ».

Le contre-plan des Socialistes. Il prévoirait notamment une baisse ciblée de la TVA, une revalorisation du SMIC, un doublement de la prime pour l'emploi ainsi que des mesures en faveur des entreprises. Le plan de relance du PS, qui sera rendu public le 20 janvier, sera de l'ordre de 40 milliards d'euros, contre 26 milliards d'euros pour le plan gouvernemental, mais « *les arbitrages sur les différentes mesures ne sont pas encore rendus* », a indiqué Michel SAPIN, Secrétaire national du PS à l'Economie.

Xavier BERTRAND à l'Assemblée. Le ministre du Travail Xavier BERTRAND qui devrait quitter le gouvernement pour retrouver son siège de député et prendre les commandes de l'UMP, a promis de « *jouer un rôle* » à l'Assemblée nationale, et de « *suivre de près* » certains dossiers comme le travail dominical ou la pénibilité.

Patrick DEVEDJIAN n'exagère pas. Le ministre chargé de la Mise en œuvre du plan de relance a promis, sans « *exagérer* », la mise en chantier de « *1.000 projets* » financés par le plan de relance dès la fin du mois de janvier. « *A la fin du mois on rentre dans le concret. Les gens vont savoir qu'à tel endroit on fait une voie routière, là on fait un bout d'autoroute, là on fait un mur anti-bruit, là on réhabilite une cathédrale, là on construit une gare* », a-t-il expliqué.

Une majorité bien coordonnée. Le président de la République, Nicolas SARKOZY, entend fédérer l'UMP et ses partis alliés, dont le Nouveau Centre, au sein d'un « *comité de coordination* ». Outre le Nouveau centre, cette nouvelle organisation devrait intégrer les « *Progressistes* », le club de réflexion du nouveau Ministre de l'Immigration, Eric BESSON, ainsi que la Gauche Moderne du secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens combattants, Jean-Marie BOCKEL.

Un congé maternité pour les femmes politiques ? La ministre Valérie PECRESSE a fait cette proposition à la lumière du cas de la Garde des Sceaux, Rachida DATI, qui, selon elle, n'a pas « *eu le choix* » lorsqu'elle a repris son activité seulement cinq jours après avoir accouché. Elle souhaite instaurer un intérim de 16 semaines permettant aux femmes politiques, élues ou ministres, de prendre un congé de maternité équivalent à celui prévu pour les salariées.

Retraite parlementaire pour Michel ROCARD. Mais il restera actif, « *dans la vie civique* ». L'ancien Premier ministre a démissionné de son mandat de député européen.

Élections européennes de juin : Gauche unitaire ? Le Parti de Gauche (PG) et le Mouvement républicain et citoyen (MRC) sont apparus divisés sur une éventuelle alliance avec le PS. Jean-Luc MELENCHON cherche à élargir l'alliance scellée avec le PCF sur la base du « *non de gauche* » au Traité européen. Jean-Pierre CHEVENEMENT souhaite une « *gauche rassemblée* », incluant le PS dès les européennes, mais excluant le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier BESANCENOT et Lutte ouvrière. Le PG doit faire des propositions au MRC avant son congrès prévu fin janvier.

Européennes : investitures socialistes en février. Le dépôt des candidatures est prévu 2 au 6 février. Du 9 au 17 février se réuniront les groupes de travail interrégionaux dans chacune des huit grandes circonscriptions (Nord-Ouest, Ouest, Est, Sud-Ouest, Sud-Est, Massif-Central-Centre, Ile-de-France et Outre-Mer).

Sondages. Pour le baromètre Ipsos/Le Point, la popularité du président Nicolas SARKOZY a baissé d'un point en janvier, à 45%, celle du Premier ministre François FILLON reculant de cinq points, à 46%. A l'inverse, selon un sondage LH2 publié sur le site nouvelobs.com, la popularité de Nicolas SARKOZY s'est améliorée de 2 points à 48% en janvier par rapport à décembre.

PARLEMENT

Assemblée nationale

« **Les ravages de l'obstruction** ». C'est le thème d'un clip diffusé sur internet par le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François COPE. Il coïncide avec le début de l'examen par les députés de la réforme du travail législatif, qui prévoit notamment une limitation de la durée des débats, et sur laquelle la gauche a prévu de déposer « *un mur d'amendements* » (5.000) pour protester contre le risque de « *bâillonnement* » des élus. Le groupe socialiste a répliqué en présentant un clip vidéo sur la défense du droit d'amendement, qui résume les « *dix grands combats* » menés « *ces cinq dernières années* » par le groupe socialiste.

Réforme du travail parlementaire. Les députés ont achevé la discussion générale. L'examen du texte se poursuit à un rythme très lent.

Plan relance adopté. Le projet de loi sur « *l'accélération des programmes de constructions et d'investissements* », qui vient compléter le collectif budgétaire. L'UMP et ses partenaires du Nouveau centre ont voté pour le texte, la gauche (PS, PCF, Verts) à voté contre, soit 316 voix contre 212.

Des députés au Proche-Orient. Une délégation de cinq députés, représentant tous les groupes politiques, devrait se rendre au Proche-Orient du 1^{er} au 3 février, présidée par le président de la commission (UMP) des Affaires étrangères, Axel PONIATOWSKI.

Sénat

Audiovisuel extérieur. Les débats avancent lentement, à coup de motions de procédure et de vérification de quorum (vérification du nombre de sénateurs présents, avec un minimum prévu par le règlement du Sénat – soit 172 sénateurs dans l'enceinte du Palais du Luxembourg) - provoquant une suspension de séance d'une heure. A noter l'opposition du gouvernement à l'amendement voté, qui modifie les conditions de révocation des présidents des sociétés de l'audiovisuel public. Le texte voté prévoit que la révocation par le chef de l'Etat des dirigeants de l'audiovisuel public est conditionnée à l'approbation des 3/5^{èmes} des suffrages exprimés au sein des commissions des Affaires culturelles du Sénat et de l'Assemblée nationale. Le financement de l'audiovisuel extérieur sera assuré, en partie par la redevance télé (y compris pour RFI, à hauteur de 65 millions d'euros).

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Consultation des électeurs de Mayotte sur le changement de statut de cette collectivité. / Accord France – Monaco relatif à la garantie des investisseurs. / Ratification du traité de Singapour sur le droit des marques. / Ratification du traité sur le droit des brevets.

Communications. La lutte contre la piraterie maritime. / Les avancées de la présidence française du Conseil de l'Union européenne dans le domaine du travail et des politiques sociales. / Le passage aux compétences élargies de 20 universités au 1^{er} janvier 2009. / La prise en charge des personnes fragiles par période de grand froid.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Livret A : quel taux ? Le taux de rémunération se fera « *sur la base d'une formule mathématique* » mais aussi « *d'une appréciation des circonstances économiques* ». Déclaration de la ministre de l'Economie, Christine LAGARDE, qui attend « *la proposition technique de la Banque de France* ». Le gouverneur de la BdF recommande que le taux soit fixé à 2,5% au lieu de 2%, comme François FILLON l'avait avancé.

France : déficit à 66,6 milliards d'euros fin novembre, en dégradation de 11,3 milliards d'euros par rapport aux 11 premiers mois de 2007. La reprise n'aura lieu qu'à partir de 2010, car les marchés n'ont pas encore « *totalemment pris en compte* » les divers plans de sauvetage, du secteur financier, selon Jean-Claude TRICHET, président de la Banque centrale européenne.

Légère réduction du déficit commercial de la France en novembre, à 6,247 milliards d'euros, après un déficit mensuel record de 7,038 milliards en octobre. Le ralentissement économique s'étend désormais aux importations. Sur les 12 derniers mois, le déficit s'établit à 57,482 milliards d'euros.

L'OCDE est sombre. Pour la zone euro, perspectives de récession en 2009 et faiblesse de l'économie jusqu'à la mi-2010, même si elle ne prévoit pas de déflation. Pour le secrétaire général, Angel GURRIA, « *le pire est à venir* », a-t-il ajouté. L'OCDE table toujours sur un recul du Produit intérieur brut (PIB) de 0,6% en 2009 avant une embellie et une hausse du PIB de 1,2% en 2010 pour l'ensemble de la zone. Seul point positif : l'inflation « *chute fortement* ».

Accord franco-suisse sur la double imposition. La Suisse et la France ont signé des amendements à leur accord sur la double imposition qui devrait améliorer leur collaboration en cas de fraude fiscale. L'accord, modifiant la convention sur la double imposition existant depuis 1966, « *prévoit une assistance administrative pour les cas de fraudes fiscales, y compris des informations bancaires* ». Dans les cas de fraude fiscale, « *le secret bancaire (suisse) n'est plus réservé* ».

Air France-KLM prend 25% du capital d'Alitalia. Pour 323 millions d'euros. La compagnie franco-néerlandaise devient ainsi le 1^{er} actionnaire de la nouvelle Alitalia. Air France-KLM sera

représentée au conseil d'administration d'Alitalia par trois administrateurs sur un total de 19 et au comité exécutif du conseil d'administration à raison de 2 membres sur un total de 9.

Annus horribilis pour Airbus. L'avionneur européen s'attend à une année 2009 « horrible » pour ses clients à cause de la crise, tablant pour la première fois depuis 2003 sur moins de commandes que de livraisons d'avions.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Elections des conseillers à l'AFE. Publication au Journal officiel du décret qui apporte un certain nombre de modifications au décret de 1984, notamment en matière électorale. A noter la possibilité pour chaque électeur de voter par correspondance sans avoir besoin d'en faire la demande préalable. Tous les Français inscrits sur la liste électorale recevront donc le matériel électoral. Les électeurs pourront aussi voter par Internet.

Forum mondial des anciens élèves de l'AEFE. A Paris, le samedi 28 mars. Organisé par l'Agence, le FOMA 2009 a pour but de « faire le point sur ces différentes initiatives » et sur « les moyens de mobiliser les anciens élèves autour des établissements et auprès de jeunes anciens ». Il est prévu de créer un annuaire, une base de données, ainsi qu'une lettre d'information électronique de liaison (photos, actualités, vie du réseau des anciens). www.scolafrance.info/foma

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Réforme du papier rose. Pour rendre le permis de conduire « moins long, moins cher et surtout plus sûr ». A noter la création de 370.000 places d'examen sur 3 ans et une « caution publique » pour faciliter le permis à 1 euro, et l'embauche de 55 inspecteurs du permis pour diminuer les délais.

L'appel du 18 juin... de Xavier DARCOS. Le baccalauréat 2009 commencera le 18 juin, soit plus tard que les années précédentes. Le Ministre de l'Education souhaite ainsi « poursuivre l'année scolaire jusqu'à son terme, permettant ainsi aux professeurs d'achever leur programme sans difficultés et aux élèves de disposer du temps nécessaire aux apprentissages ».

2,02. C'est le taux de fécondité français par femme en 2008, soit 2,02 enfants contre 1,98 en 2007 et 2 en 2006. Un niveau record en Europe, alors que l'espérance de vie a stagné, reculant même pour les femmes, a annoncé l'Insee.

4.274 tués sur les routes en 2008, en baisse de 7,5% par rapport à 2007. Le nombre des blessés sur les routes a de 11%, passant en dessous de la barre symbolique des 100.000, à 91 669.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

RFI présente un plan de modernisation. La direction de Radio France Internationale (RFI) a présenté au comité d'entreprise un plan qui prévoit la suppression de 206 postes sur un total d'un millier, et la création « possible » de 34 emplois, en raison de « très graves difficultés » d'audience et financières (9 millions d'euros de pertes en 2008).

Le Prisonnier est décédé. « Numéro 6 » n'est plus. L'acteur Patrick McGoohan, 80 ans, rendu célèbre, dans les années 1950 et 1960, par les séries TV « Destination danger » et surtout « Le Prisonnier », dans laquelle il interprétait un ex-agent secret, est mort à Los Angeles.

CARNET

Nominations

Roselyne BACHELOT-NARQUIN est nommée ministre de la santé et des sports.

Bernard LAPORTE est nommé secrétaire d'Etat chargé des sports.

Martin HIRSCH, haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, est nommé en outre haut-commissaire à la jeunesse, auprès du Premier ministre.

Jean de GLINIASTY, ancien ambassadeur au Brésil et au Sénégal, nommé ambassadeur à Moscou.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr